

a donné à celle-ci l'assurance de l'appui continu de la Belgique.

32. M. ŠMÍD (Tchécoslovaquie) dit que le Programme pour la Décennie, que sa délégation a aidé à préparer, contient des recommandations et des mesures qui pourront réellement contribuer, si elles sont appliquées scrupuleusement par les Etats Membres, les organes de l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées, à l'élimination rapide du racisme et de la discrimination raciale sous toutes leurs formes. L'effort déployé collectivement pour réaliser cet objectif est d'autant plus justifié que l'accent a été mis sur l'importance de cette lutte dans la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international [résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI)], dans la Charte des droits et devoirs économiques des Etats [résolution 3281 (XXIX)] et dans la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale [résolution 2106 A (XX)], adoptés par l'Assemblée générale. Dans tous ces documents, on reconnaît que la discrimination raciale n'est pas un phénomène isolé, mais qu'elle a des racines économiques, sociales et coloniales; son élimination revêt une importance capitale pour le développement économique et social et pour le renforcement de la paix et de la sécurité.

33. Au mépris des décisions adoptées dans le cadre de l'ONU et en violation des principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, les régimes racistes continuent de priver la majorité de la population en Afrique du Sud et en Rhodésie du Sud de leurs droits les plus élémentaires; ils ne pourraient continuer à le faire sans l'appui politique, économique et militaire de certains Etats membres de l'OTAN. Certains de ces pays vont jusqu'à entretenir des relations diplomatiques avec ces régimes et développent leurs relations commerciales avec eux alors que dans le même temps leurs monopoles supranationaux étendent leurs activités; ces pays violent les dispositions du Programme pour la Décennie qui demandent aux Etats Membres de cesser tout soutien aux régimes racistes. En outre, le Conseil de sécurité a étendu récemment les sanctions frappant les échanges commerciaux avec la Rhodésie du Sud aux opérations d'assurances et aux opérations bancaires liées à l'importation ou à l'exportation de matières premières ou de produits de base, et a

réaffirmé que la situation en Rhodésie du Sud faisait peser une menace sur la paix et la sécurité internationales.

34. Parmi les actions entreprises par les organes s'occupant de la question des droits de l'homme, la délégation tchécoslovaque se félicite particulièrement du rapport du Groupe spécial d'experts sur l'Afrique australe dont il est question dans le rapport de la Commission des droits de l'homme sur sa trente-deuxième session et, notamment de l'appel lancé au paragraphe 3 du projet de résolution y relatif (E/5768, chap. I, projet de résolution I). La Tchécoslovaquie a été l'un des premiers pays à répondre à la demande formulée au paragraphe 4 de ce projet de résolution de ratifier la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid*.

35. Il ressort clairement des documents dont est saisi le Conseil que des résolutions ont été adoptées qui devraient permettre une intensification de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. La résolution 3379 (XXX) de l'Assemblée générale mérite une attention particulière car elle assimile le sionisme à une forme de racisme. Toutefois, il faudra que les gouvernements prennent d'autres mesures pour appliquer les dispositions de ces résolutions et incorporer dans leur système juridique des garanties contre la discrimination raciale.

36. Le racisme et la discrimination raciale ont été bannis par la Constitution de la République socialiste tchécoslovaque et les garanties juridiques contre ces pratiques, qui sont incorporées au Code légal, sont encore plus larges que celles qui ont été préconisées dans la série d'instruments juridiques adoptés par l'Organisation des Nations Unies en vue de la révision des législations. La Tchécoslovaquie n'entretient pas de relations diplomatiques ou d'autres contacts avec les régimes racistes d'Afrique australe; elle a toujours respecté les décisions prises par l'ONU dans ce domaine et fourni une assistance aux mouvements de libération nationale dans la lutte qu'ils mènent contre le colonialisme, l'exploitation et le racisme. Le Gouvernement tchécoslovaque se félicite de la décision de réunir une conférence mondiale sur la question au Ghana en 1978 et est prêt à participer aux préparatifs de la Conférence.

La séance est levée à 17 h 20.

1990^e séance

Vendredi 23 avril 1976, à 11 heures.

Président : M. Siméon AKE (Côte d'Ivoire).

E/SR.1990

POINT 13 DE L'ORDRE DU JOUR

Ressources naturelles (*fin**) [E/5778 et Add.1]

1. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil), se référant à l'état des incidences financières paru sous la cote

* Reprise des débats de la 1986^e séance.

E/5778/Add.1, dit qu'il avait été prévu à l'origine de fournir au secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur l'eau les services d'un secrétaire d'un niveau G-5 en utilisant un poste existant, mais que l'on a constaté qu'il n'y avait aucun poste de ce niveau disponible et qu'il n'y en aurait pas au cours des 12 mois à venir. Les autres dépenses supplémentaires s'élèvent à 41 700 dollars et peuvent être ventilées comme suit : location et entretien de bureaux, 18 500 dollars; cons-

truction et modification de bureaux, 9 000 dollars; mobilier et installations, 13 200 dollars; et services de communication, 1 000 dollars. Le Secrétariat a cherché à réduire ces dépenses mais il semble que cela ne soit pas possible.

2. M. EL-ASHRY (Egypte) dit que son pays attache une grande importance à la Conférence des Nations Unies sur l'eau et appuie sans réserve l'idée de nommer un secrétaire général pour cette conférence qui se tiendra dans un an seulement. A son avis, il convient de choisir une personne hautement qualifiée ayant déjà participé aux travaux de préparation de la Conférence. Les avantages qu'en retirerait la communauté internationale, en particulier les pays en développement, l'emporteraient sur les dépenses encourues.

3. M. NSUBUGA (Ouganda) rappelle que le problème de l'eau dans le monde est extrêmement important, comme le montre la fréquence des sécheresses, des inondations et des moussons. Il estime qu'il convient de nommer un secrétaire général de la Conférence et que la question du financement ne devrait pas empêcher le Conseil de ce faire.

4. M. MARSHALL (Royaume-Uni) dit que sa délégation attache elle aussi une grande importance à la Conférence et à la nomination d'un secrétaire général. Elle estime donc que le Conseil devrait adopter le projet de résolution II recommandé par le Comité des ressources naturelles dans son rapport sur sa première session extraordinaire (E/5778, chap. I). Toutefois, la question n'est pas tant le contenu du document E/5778 que les renseignements fournis dans le document E/5778/Add.1. A la suite de ce que vient de dire le secrétaire du Conseil, M. Marshall demande si le Secrétariat a l'intention de présenter ultérieurement d'autres prévisions de dépenses.

5. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) dit qu'il n'est pas possible pour l'instant d'envisager de réduire les prévisions de dépenses.

6. M. VOLOCHINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que sa délégation ne s'opposera pas à l'adoption du projet de résolution II, mais il souhaite rappeler la position habituelle de l'Union soviétique, à savoir qu'il convient d'utiliser au maximum le personnel existant du Secrétariat et d'éviter de créer de nouveaux postes. Il faut faire appel au maximum aux services disponibles dans les départements existants, par exemple le secrétariat du Comité des ressources naturelles.

7. M. MYERSON (Etats-Unis d'Amérique) réaffirme l'importance que son pays attache à la Conférence des Nations Unies sur l'eau, mais espère que le Secrétariat fera tout son possible pour réduire au maximum les dépenses sans nuire pour autant à l'efficacité des services fournis à la Conférence.

8. M. OLIVERI LOPEZ (Argentine) se félicite que le Conseil ait l'intention d'adopter le projet de résolution II et de désigner un secrétaire général, ce qui donnera un regain d'élan aux travaux préparatoires de la Conférence. Il annonce d'autre part qu'une exposition technique sera probablement organisée à Buenos Aires en même temps que la Conférence.

9. Le PRÉSIDENT dit que, en l'absence d'objection, il considérera que le Conseil souhaite adopter le projet de résolution II recommandé par le Comité des ressources naturelles (E/5778, chap. I).

Le projet de résolution est adopté [résolution 1983 (LX)]

10. Le PRÉSIDENT dit que, en l'absence d'objection, il considérera que le Conseil décide de prendre acte de la décision du Comité des ressources naturelles, figurant au paragraphe 2 de son rapport, ainsi que du rapport du Comité sur sa première session extraordinaire (E/5778 et Add.1).

Il en est ainsi décidé [décision 144 (LX)].

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (suite) [E/5759 et Add.1, E/5760 et Add.1, E/5763, E/5799]

11. M. COVACI (Roumanie) dit que le Gouvernement et le peuple roumains continuent de prêter tout leur appui aux actions internationales dirigées contre le racisme et la discrimination raciale, considérant que ces phénomènes représentent un anachronisme et sont incompatibles avec les exigences de l'établissement et du développement de relations d'amitié et de coopération entre les pays et les peuples. L'Organisation des Nations Unies a l'obligation d'entreprendre des actions résolues de nature à éliminer toute manifestation d'exploitation et de discrimination, de racisme et d'*apartheid* et à rejeter fermement toute tentative de rétablissement de ces maux. A cet effet, la délégation roumaine se prononce pour l'adoption de nouvelles actions pratiques et concrètes destinées à appuyer les mouvements de libération nationale, qui devraient avoir une représentation adéquate à l'ONU. Le peuple roumain se félicite en particulier de la victoire remportée par les peuples des anciennes colonies portugaises, considérant que c'est en même temps une victoire des forces progressistes du monde entier.

12. Pour soutenir les objectifs de la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, le Gouvernement roumain a organisé, en 1975 et 1976, diverses activités tendant à appuyer la lutte des peuples se trouvant encore sous domination coloniale et raciste. Pour réaliser les objectifs de la Décennie, la communauté mondiale doit passer, avec plus de détermination, des déclarations de principe à des mesures pratiques. La lutte contre les politiques de domination, le colonialisme, le néo-colonialisme et le racisme serait plus efficace si la Charte des Nations Unies elle-même prévoyait expressément la nécessité d'abolir complètement et définitivement ces pratiques. Les Etats devraient être encouragés à devenir parties aux instruments juridiques internationaux dans ce domaine, en particulier à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale [résolution 2106 A (XX) de l'Assemblée générale].

13. Le maintien de l'inégalité entre les races dans certains territoires de l'Afrique australe constitue un obstacle à l'établissement de rapports de parfaite égalité entre les pays et les peuples du monde et menace par conséquent la paix et la sécurité internationales. A cet égard, la Roumanie soutient chaleureusement la proposition tendant à organiser une conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale et a pris note avec satisfac-

tion des consultations organisées entre le Secrétaire général et le Gouvernement ghanéen concernant l'organisation de la Conférence au Ghana (E/5763).

14. M. BARCELO (Mexique) dit que son pays soutient la lutte contre les fléaux que sont la discrimination raciale et le colonialisme et qu'il joue en fait un rôle de premier plan dans cette lutte; celle-ci est particulièrement importante en raison des répercussions de ces maux sur la situation économique internationale, répercussions qui sont décrites dans la Charte des droits et devoirs économiques des Etats [résolution 3281 (XXIX) de l'Assemblée générale]. La délégation mexicaine remercie le Gouvernement et le peuple ghanéens de leur offre d'accueillir la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, qui sera certainement l'un des points culminants de la Décennie. En ce qui concerne l'ordre du jour de cette conférence, M. Barceló espère que l'on examinera certaines des formes nouvelles de discrimination raciale découlant de la discrimination économique. Le problème des travailleurs migrants, par exemple, revêt une importance croissante pour un certain nombre de pays.

15. M. SCHUPPUS (Togo) dit que, si les fléaux du racisme et de la discrimination raciale ne sont pas encore éliminés de la planète, on peut néanmoins dire que des progrès sont en cours. Tous les Etats doivent prendre conscience de l'iniquité et de l'injustice de ces maux et appliquer toutes les résolutions de l'Assemblée générale sur ce sujet. Le représentant du Togo rappelle que, aux termes de la Charte des Nations Unies, toutes les nations doivent développer entre elles des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, ce qui signifie implicitement le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales sans distinction de race, de couleur ou de religion. La communauté internationale doit se défier particulièrement des systèmes institutionnalisés d'oppression et de répression au service d'une politique rétrograde fondée sur la négation de l'égalité des hommes et de la dignité humaine.

16. La principale raison pour laquelle la communauté mondiale ne réussit pas à inciter les gouvernements de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie du Sud à renoncer à leur politique criminelle tient à ce que les Etats Membres qui sont en mesure de donner de l'efficacité aux résolutions de l'Assemblée générale donnent leur appui à ces régimes racistes en violation de ces résolutions. Devant le pharisaïsme et le cynisme de certaines grandes puissances et le mépris hautain que manifeste l'Afrique du Sud à l'égard de l'opinion mondiale et des résolutions de l'Organisation des Nations Unies, la communauté internationale doit être vigilante et prête à repousser les tactiques de diversion soigneusement orchestrées menées par certains pays, ceux-là même qui ont contribué dans une large mesure, par les valeurs de leur religion ou de leur humanisme, à l'évolution intervenue dans les rapports entre les hommes.

17. Il est essentiel que les mesures internationales contre le racisme soient intensifiées et fassent l'objet d'une large publicité de façon à sensibiliser l'opinion publique sur les fléaux du racisme, de la discrimination raciale et de l'*apartheid*. Cette action doit avoir une portée véritablement internationale et un

caractère humanitaire et doit bénéficier de l'appui de tous les Etats Membres de l'Organisation.

18. La délégation togolaise est profondément reconnaissante au Gouvernement et au peuple ghanéens de leur offre généreuse d'accueillir une conférence mondiale de lutte contre le racisme en 1978. Il importe de ne rien négliger pour assurer le succès de cette conférence et la délégation togolaise appuie la demande formulée par le Gouvernement ghanéen tendant à ce que l'Organisation des Nations Unies prenne à sa charge la moitié des dépenses entraînées par la tenue de la Conférence hors du Siège. Elle appuie également la proposition du représentant du Portugal tendant à inscrire à l'ordre du jour provisoire de la Conférence la question des travailleurs migrants.

19. M. MALIK (Pakistan) dit qu'on a accompli beaucoup depuis le début de la Décennie. Il a noté avec satisfaction la déclaration du Directeur de la Division des droits de l'homme, selon laquelle 43 gouvernements ont répondu au questionnaire établi par le Secrétaire général conformément à l'alinéa e du paragraphe 18 du Programme pour la Décennie [résolution 3057 (XXVIII) de l'Assemblée générale].

20. La position du Pakistan sur la question de la discrimination raciale est bien connue. Le Pakistan a été l'un des premiers Etats à ratifier la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et s'est conformé à toutes les résolutions et décisions de l'ONU en ce domaine. Il a accordé une assistance bilatérale et multilatérale aux victimes de la discrimination raciale, a versé des contributions au Fonds des Nations Unies pour la Namibie et au Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe et a participé aux travaux du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale. La discrimination raciale n'existe pas au Pakistan parce que les politiques et la législation nationales ainsi que la Constitution l'interdisent. Le Pakistan n'entretient pas de relations, de quelque ordre qu'elles soient, avec les régimes minoritaires racistes de Rhodésie du Sud et d'Afrique du Sud et continuera à faire tout son possible pour assurer l'élimination de la discrimination raciale dans le monde entier. A cet égard, M. Malik se réfère à la déclaration faite par le Premier Ministre de son pays à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale dont le représentant du Pakistan a donné lecture devant le Comité spécial contre l'*apartheid*¹.

21. M. Malik se félicite des efforts accomplis par les organes de l'ONU, les institutions spécialisées et les organisations non gouvernementales dans le cadre de la Décennie. La délégation pakistanaise s'intéresse vivement à l'issue du Séminaire international sur l'élimination de l'*apartheid* et le soutien de la lutte pour la libération de l'Afrique du Sud qui se tiendra à La Havane du 24 au 28 mai 1976. Elle attendra l'examen du rapport de la Commission des droits de l'homme au titre du point 7 de l'ordre du jour pour énoncer ses vues sur la recommandation de la Commission à sa trente-deuxième session concernant le rapport du Groupe spécial d'experts (E/5768, chap. I, projet de résolution I).

22. M. Malik remercie le Gouvernement ghanéen qui a offert d'accueillir la Conférence mondiale de la lutte

¹ Voir A/AC.115/SR.320.

contre le racisme et la discrimination raciale et appuie la demande du Ghana tendant à ce que l'Organisation des Nations Unies prenne à sa charge la moitié des dépenses supplémentaires qui en résulteront. Les avantages que présente la tenue de cette conférence dans un pays africain l'emporteront de loin sur les dépenses supplémentaires, qui pourront être couvertes en partie au moyen de contributions volontaires et en partie au moyen du budget ordinaire de l'ONU.

23. M. DIRAR (Organisation de l'unité africaine), prenant la parole sur l'invitation du Président, dit que l'OUA a toujours eu une position ferme et inflexible contre la discrimination raciale et l'*apartheid* et a employé diverses tactiques pour coordonner les activités des pays africains en vue d'isoler les régimes colonialistes et racistes et de faire en sorte que le public prenne davantage conscience des crimes qu'ils commettent.

24. L'OUA maintient une coopération étroite et fructueuse avec l'Organisation des Nations Unies, en particulier pour ce qui est d'aider les mouvements de libération et de faire campagne pour éliminer l'*apartheid* et la discrimination raciale. Les deux organisations ont tenu plusieurs conférences communes, dont la Conférence internationale d'experts pour le soutien des victimes du colonialisme et de l'*apartheid* en Afrique australe, tenue à Oslo du 9 au 14 avril 1973, et la Conférence internationale sur la Namibie et les droits de l'homme, tenue à Dakar du 5 au 8 janvier 1976, et l'OUA coopérera pleinement à l'organisation de la prochaine conférence mondiale de la lutte contre le racisme.

25. L'OUA fournit également un appui financier, matériel et moral aux mouvements de libération et aux victimes de l'*apartheid* en Afrique australe. L'appui financier est assuré par l'intermédiaire de plusieurs fonds. Il faut noter que, dans sa résolution 3412 (XXX), l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies a prié le Secrétaire général de coopérer avec l'OUA pour aider les victimes du colonialisme et de l'*apartheid* en Afrique australe. Le Bureau de l'OUA pour le placement et l'éducation des réfugiés africains coopère avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, l'UNESCO et les Etats membres de l'OUA en vue de trouver des possibilités d'enseignement et de travail pour les réfugiés africains. L'OUA publie des bulletins et des communiqués de presse sur la lutte contre l'*apartheid* et les crimes et atrocités commis par les régimes racistes et met actuellement au point des moyens radiophoniques et visuels de diffusion de l'information.

26. Le succès des mouvements de libération au Mozambique et en Angola accroît l'isolement des régimes d'*apartheid* et renforce la lutte contre ce fléau. C'est ce qu'a reconnu, à sa session de février 1976, le Conseil des ministres de l'OUA, qui a adopté une résolution dans laquelle il condamne de nouveau l'*apartheid*, rejette la prétendue indépendance des bantoustans et prie instamment les Etats membres de l'OUA de faire campagne contre la reconnaissance internationale des bantoustans. Dans cette résolution, l'OUA réaffirme également son appui à la lutte menée par la SWAPO (South West Africa People's Organization) en Namibie et à la résistance croissante des peuples de l'Afrique du Sud et du Zimbabwe, ainsi que sa ferme intention d'accroître

l'assistance financière et matérielle offerte aux mouvements de libération en Afrique du Sud.

27. M. Dirar annonce que l'OUA appuiera les efforts de l'ONU en vue d'organiser une conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. Il faut maintenir l'impulsion de la lutte contre le racisme et faire tous les efforts possibles pour supprimer cette politique inhumaine dans le monde. A cette fin, il convient d'appliquer toutes les décisions et recommandations de l'ONU et des organismes des Nations Unies et M. Dirar adjure les Etats Membres qui ne l'ont pas encore fait de ratifier la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid*.

28. Mme MAIR (Jamaïque) dit que sa délégation a parrainé la résolution 3057 (XXVIII) de l'Assemblée générale qui a instauré le Programme de la Décennie, estimant qu'il faut maintenir pendant plusieurs années un effort soutenu pour lutter contre le racisme et la discrimination raciale. En 1975, la communauté internationale a accordé une haute priorité au thème de la Décennie et une étude des facteurs en jeu montre que l'action politique constitue la seule stratégie efficace pour lutter contre le racisme et la discrimination raciale. C'est d'ailleurs ce qui ressort de la majorité des résolutions adoptées sur ce sujet à la trentième session de l'Assemblée générale. Des décisions politiques particulières sont également demandées aux Etats Membres dans le cadre de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid* [résolution 3068 (XXVIII) de l'Assemblée générale] et de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Ces instruments permettraient d'assurer que les Etats Membres souscrivent autrement qu'en paroles aux objectifs de la Décennie. L'accent est mis sur l'exercice de la volonté politique aux échelons national et international et les organes de l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées et les organisations non gouvernementales ont oeuvré utilement à cet égard.

29. Ce sont les mouvements de libération nationale de pays d'Afrique comme la Guinée-Bissau, le Mozambique et l'Angola qui ont fourni l'exemple le meilleur et le plus encourageant pour la Décennie. Celle-ci peut permettre de réaliser sur le plan mondial et collectif ce que les mouvements de libération ont réalisé à l'échelon national. Les éléments essentiels sur lesquels fonder l'action à l'avenir sont contenus dans les résolutions de l'Organisation des Nations Unies, en particulier dans les résolutions 385 (1976) à 388 (1976) du Conseil de sécurité, qui exigent que les gouvernements racistes de Salisbury et de Pretoria relâchent leur mainmise sur le Zimbabwe et la Namibie. Les Etats membres du Conseil de sécurité se sont, dans leur très grande majorité, accordés à dire que l'ère de ces politiques racistes est terminée.

30. Bien que certains éléments hérités d'un passé raciste persistent encore, la politique intérieure et extérieure de la Jamaïque témoigne de sa volonté de ne jamais voir ce problème se produire de nouveau sur son territoire. Il en ressort également que la Jamaïque a le sentiment de devoir contribuer à mettre fin au racisme et à la discrimination raciale dans le monde entier. Au niveau international, la Jamaïque continue à œuvrer en vue d'un ordre économique international

juste et équitable, seule fondation solide d'un monde libéré de toutes inégalités entre les hommes, dont celles qu'imposent les préjugés raciaux, et elle se rend compte que la division économique du monde en pays privilégiés et pays moins privilégiés a des implications ethniques importantes. La Jamaïque respecte scrupuleusement les boycottages diplomatiques et économiques de la Rhodésie du Sud et de l'Afrique du Sud et fournit un appui diplomatique et matériel aux mouvements de libération africains. Il faut féliciter particulièrement le Mozambique de la politique qu'il a récemment adoptée contre la Rhodésie du Sud.

31. La délégation jamaïquaine exprime sa gratitude au Gouvernement et au peuple ghanéens pour leur offre généreuse d'accueillir la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale en 1978. Cette conférence devrait être orientée vers l'action et s'efforcer de déterminer le genre de programmes éducatifs nécessaires pour extirper les profondes déviations mentales qui continuent à produire des préjugés raciaux même après la disparition des situations coloniales à l'origine de la discrimination raciale. Le Ghana a été à l'avant-garde de la lutte contre le colonialisme et l'*apartheid* et le Gouvernement jamaïquain approuvera toute proposition du Conseil tendant à permettre au Ghana de recevoir les ressources nécessaires pour s'acquitter de ses responsabilités en tant que pays hôte.

32. M. GROS (France) dit que son pays n'a cessé d'apporter son approbation au Programme pour la Décennie, dont les buts rencontrent les principes qu'il a toujours défendus en matière des droits de l'homme. L'*apartheid* et la ségrégation raciale refusent à des millions d'êtres humains le libre exercice des droits de l'homme et, en appliquant une telle politique, l'Afrique du Sud méconnaît les Articles 55 et 56 de la Charte des Nations Unies. La France a toujours condamné ce genre de politique, dans la mesure où cette condamnation ne constitue pas une immixtion dans la politique intérieure des Etats. Elle a également versé depuis 1971 plus de 500 000 dollars aux divers fonds créés pour aider les victimes de l'*apartheid*.

33. Ce n'est pas cependant au seul titre de la lutte contre l'*apartheid* que la France a adhéré au Programme pour la Décennie, le problème du racisme s'étendant bien au-delà de l'extension géographique de l'*apartheid*. Tout en rejetant l'affirmation selon laquelle l'OTAN est indirectement impliquée dans le maintien des régimes racistes, la France a en général appuyé les textes relatifs au Programme, qu'ils émanent de l'Assemblée ou de la Commission des droits de l'homme. Par ailleurs, en application de ce programme et dans l'esprit de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, le Gouvernement français a, en 1972, adopté une loi spéciale contre le racisme, fondée sur les principes du droit national, lequel ne reconnaît aucune distinction entre les citoyens. Le faible nombre de condamnations pour infraction à cette loi montre que la discrimination raciale est étrangère à la mentalité française.

34. En ce qui concerne la situation des travailleurs migrants, M. Gros précise que le droit français, dans le domaine du travail et de la sécurité sociale, compte parmi les plus libéraux qui soient. Il est injuste

d'utiliser des faiblesses du système pour attaquer la politique française dans ce domaine.

35. La France partage, avec ceux qui souffrent directement de ce fléau, le souci profond d'extirper irrévocablement le racisme. Elle l'a montré à la trentième session de l'Assemblée générale, en s'efforçant de préserver, jusqu'à l'ultime moment, la possibilité du dialogue, et elle espère que cette attitude sera appréciée à sa juste valeur.

36. Mme LUNAMA LU NIMY (Zaïre) dit que son pays attache la plus haute importance à la Décennie et a voté en faveur de toutes les résolutions pertinentes adoptées par l'Assemblée générale. En tant que pays africain, membre de l'OUA, le Zaïre a participé aux travaux du Comité de coordination de l'OUA pour la libération de l'Afrique et a soutenu tous les mouvements de libération reconnus par l'OUA. Le 4 octobre 1973, à la vingt-huitième session de l'Assemblée générale², le Président de la République du Zaïre a condamné le racisme et la discrimination raciale dont souffrent les peuples du Zimbabwe, de la Namibie et de l'Afrique du Sud. Au Zaïre, tous les moyens d'information ont été mobilisés pour informer la population du danger que court le monde, et l'Afrique en particulier, si l'on ne met pas fin au régime d'*apartheid* de l'Afrique du Sud. Le racisme et toutes les formes de discrimination raciale — par exemple le tribalisme — sont sévèrement condamnés au Zaïre. Le Gouvernement zaïrois salue chaleureusement les mesures prises par le Mozambique contre la Rhodésie du Sud. Par ailleurs, le Zaïre vient de déposer les instruments d'adhésion à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

37. La délégation zaïroise tient à exprimer sa satisfaction de constater que l'Organisation des Nations Unies, ses organes d'experts et ses institutions spécialisées, ainsi que des organisations non gouvernementales et des gouvernements, œuvrent à la réalisation du Programme pour la Décennie. Il faut espérer que le racisme et la discrimination raciale seront bientôt bannis à jamais de la surface de la terre.

38. La délégation zaïroise appuie la demande du Gouvernement ghanéen (voir E/5763, chap. II) tendant à ce que l'Assemblée générale fasse exception à la règle établie au paragraphe 10 de sa résolution 2609 (XXIV) et accepte de prendre à sa charge la moitié des dépenses supplémentaires afférentes à l'organisation de la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, puisqu'il importe que cette conférence se tienne sur le continent africain où le problème du racisme et de la discrimination se pose avec le plus d'acuité.

39. M. VON KYAW (République fédérale d'Allemagne) dit que, dans sa réponse au questionnaire du Secrétaire général envoyé conformément à l'alinéa e du paragraphe 18 du Programme pour la Décennie, son pays a omis de mentionner qu'il continue à verser une contribution aux divers fonds des Nations Unies créés pour alléger les souffrances des victimes de la discrimination raciale en Afrique australe, en plus de la contribution de 100 000 dollars qu'il a annoncée en vue de la création de l'Institut des Nations Unies pour la Namibie.

² Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-huitième session, Séances plénières, 2140^e séance.

40. En application de l'article premier de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la République fédérale d'Allemagne maintient sa condamnation des politiques d'*apartheid*, de racisme et de discrimination raciale et le Gouvernement de l'Afrique du Sud est tenu pleinement informé de cette position. La République fédérale a récemment fait savoir qu'elle espérait que des mesures seraient prises d'urgence pour que soit pleinement appliqué le principe de l'autodétermination fondé sur le gouvernement par la majorité et la garantie des droits des minorités en Rhodésie du Sud et en Namibie. Ces problèmes doivent être réglés rapidement pour éviter, en Afrique et en particulier en Afrique australe, une intervention étrangère qui pourrait compromettre le droit souverain des peuples africains à déterminer leur propre destin dans la liberté et l'indépendance. Les mesures prises par la République fédérale, tant sur le plan bilatéral

qu'avec ses partenaires de la CEE, doivent être considérées dans ce contexte.

41. Un nouvel élément a été introduit dans le Programme pour la Décennie par l'adoption de la résolution 3379 (XXX) de l'Assemblée générale qui a forcé la République fédérale d'Allemagne à voter contre les résolutions concernant la Décennie adoptées à la trentième session. Elle a de même voté contre la résolution 9 (XXXII) de la Commission des droits de l'homme. Les décisions prises au sujet de la Décennie à la trentième session de l'Assemblée et par la suite vont en effet à l'encontre du but recherché et il conviendra de procéder à un réexamen général de la situation si l'on veut réparer les dommages causés au Programme pour la Décennie.

La séance est levée à 12 h 30.

1991^e séance

Mardi 27 avril 1976, à 15 h 35.

Président : M. Siméon AKE (Côte d'Ivoire).

E/SR.1991

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (*suite*) [E/5759 et Add.1, E/5760 et Add.1, E/5763, E/5799]

1. M. HELOU (Association internationale des parlementaires de langue française), prenant la parole sur l'invitation du Président, se félicite de l'occasion qui lui est offerte de prendre la parole au cours d'une réunion consacrée à la lutte contre le racisme et la discrimination raciale et d'évoquer la contribution apportée à cette lutte par son organisation dont l'existence même, la structure, les statuts et les activités témoignent de son dévouement à la cause. Cette organisation représente plus de 200 millions d'êtres humains appartenant à des pays riches et pauvres, à des pays développés ou en développement, profondément attachés à leur propre identité mais parlant le même langage, des êtres unis non point en dépit de leurs différences mais en raison même de ces différences. De nombreux membres du Conseil économique et social appartiennent également à cette organisation, qui sert les mêmes objectifs que le Conseil et milite pour assurer leur triomphe.

2. En tant qu'association de parlementaires élus par le peuple de leurs pays respectifs, d'interprètes et de guides de l'opinion publique, l'Association constitue un intermédiaire naturel entre les hautes instances internationales et les populations, et aussi entre les assemblées internationales et les assemblées nationales qu'elle représente. Elle se sent donc parfaitement apte à aider le Conseil sur le plan de l'information et sur le plan de l'action, comme elle l'a déjà fait avec succès jusqu'ici.

3. Dans la défense des idéaux communs et notamment dans la lutte contre le racisme, l'Association

pense que le progrès consiste essentiellement dans une transformation du mode de penser et de vivre des sociétés humaines, ce qui signifie un changement fondamental de l'homme, sans quoi tout autre changement, si bienfaisant qu'il soit, risque d'être insuffisant ou fragile et précaire. L'Association est convaincue que le Conseil pense de même.

4. Il ne suffit pas de condamner le racisme en droit; il faut également le condamner en fait, dans toutes les régions et dans toutes les circonstances où il se manifeste; il faut le condamner en Afrique australe, certes, mais l'Afrique australe n'est pas seulement une région, c'est aussi un état d'esprit. Le rôle de l'Association n'est pas de reprendre constamment, sur chaque résolution adoptée, la position de ses pays membres; elle espère plutôt pouvoir contribuer à une œuvre de civilisation en répandant ce qui est l'esprit de toute civilisation: la culture, comprise dans le sens d'un épanouissement des facultés humaines, au service du vrai, du beau et du bien, pour permettre à l'humanité de dépasser ses ignorances et ses égoïsmes et de prendre conscience de l'unité de son origine et de son destin. La lutte pour la dignité humaine et l'égalité et pour l'élimination de la discrimination est plus qu'une affaire de législation, c'est une affaire de culture. La croissance culturelle, la justice sociale et la croissance économique se rejoignent; elles sont fondées sur la diversité des ressources et sur les échanges. Toutefois, à l'inverse des biens matériels, les biens spirituels et culturels se multiplient dès lors qu'ils sont partagés. L'Association s'est donnée pour tâche non seulement de mettre fin à la discrimination mais aussi de proclamer l'égalité des droits entre les individus et les groupes et de réaliser la symbiose de toutes les valeurs et de toutes les civilisations. Elle représente une culture ouverte à toutes les cultures; elle est la négation même du racisme et de toutes les discrimina-